



RÉGION-IHEDN

Poitou-Charentes

RAPPORT 2011

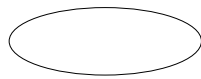
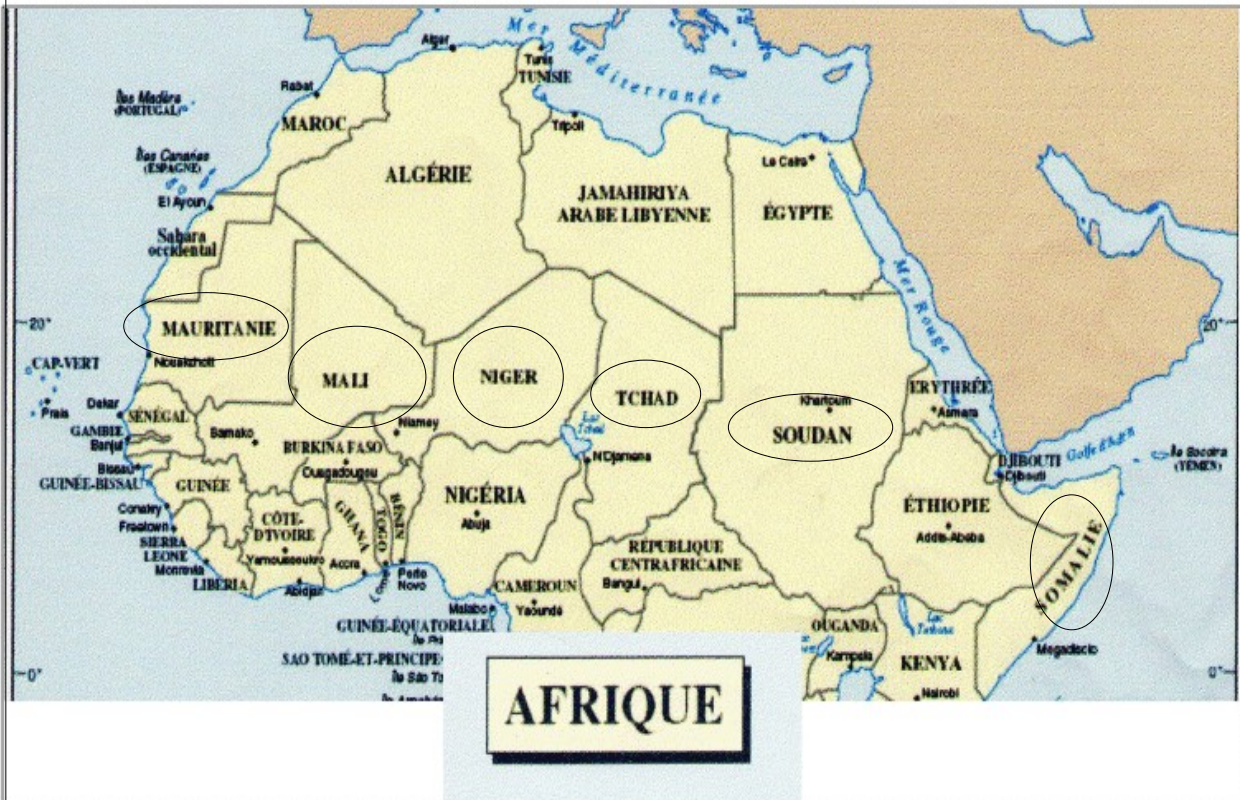
LA FRANCE, L'UNION EUROPEENNE, LEURS ALLIES ET PARTENAIRES FACE AUX DEFIS DE L'ARC DE CRISE

LA ZONE DU SAHEL

*Etude des crises et conflits actuels et potentiels de la zone
Sahélienne et des risques pour les intérêts de la France et de
l'Union Européenne (UE)
Recommandations pour limiter l'impact des conflits et crises
sur les intérêts de la France et de l'Union-Européenne.*

RAPPORTEUR : *Régis Hardy, Comité de Charente Maritime.*

CARTE GENERALE DU SAHEL



Pays du SAHEL concernés par l'analyse

Analyse Stratégique de la zone du SAHEL

SOMMAIRE

FICHE DE SYNTHÈSE.

ANALYSE STRATÉGIQUE.

Page 1: Présentation de l'analyse stratégique.

ÉTAT DES LIEUX POUR CHAQUE PAYS DU SAHEL :

Page 2 : La Mauritanie, le Mali et le Niger: Données spatiales, enjeux humains et industriels

Page 3 : La Mauritanie, le Mali et le Niger: Origines des crises, acteurs et modes d'action, effets directs et collatéraux

Page 4: Le Tchad, le Soudan et la Somalie: Données spatiales, enjeux humains et industriels

Page 5: Le Tchad, le Soudan et la Somalie: Origines des crises, acteurs et modes d'action, effets directs et collatéraux

Page 6: Ensemble des Pays du Sahel étudiés: Données spatiales, enjeux humains et industriels

Page 7: Ensemble des Pays du Sahel étudiés: Origines des crises, acteurs et modes d'action, effets directs et collatéraux

Page 8: Effets à obtenir (actuellement)

POINTS FORTS – POINTS FAIBLES :

Page 9: Géographie physique et humaine

Page 10: Géographie politique et économique

Page 11: Interdépendance économique avec les Pays du Sahel

ORIENTATIONS GÉNÉRALES ET OBJECTIFS :

Page 11: Orientations générales – Orientations particulières

PLAN D'ACTION POUR LA FRANCE ET/OU L'UNION EUROPÉENNE :

Recommandations aux plans diplomatique, économique et militaire:

Page 12: Plan d'action en 6 points.

ANNEXES :

Annexe 0: Rappel synthétique de la Méthode du Trident

Annexe 1: Genèse et caractéristiques d'AQMI

Annexe 2: Les Touaregs: entre tentation d'intégration et tentation de révolte, une liaison dangereuse avec AQMI est-elle possible?

FICHE DE SYNTHÈSE

L'étude des crises et des conflits actuels et potentiels de la zone Sahélienne et de leur incidence sur les intérêts de la France et de l'Union Européenne (UE) ne peut être menée, - eu égard au nombre, à la diversité et à la complexité des Pays concernés-, sans une méthode d'analyse adaptée aux problèmes complexes, et ce d'autant plus qu'il nous est demandé de présenter un plan d'action et des recommandations aux plans diplomatique, économique et militaire. La méthode retenue est celle du « Trident » (*annexe 0*)

Cette analyse stratégique, réalisée pour grande partie par le Comité de Charente-Maritime, comprend :

- un état des lieux synthétique pour chacun des pays du Sahel, des pays riverains et pour l'ensemble de la zone, sous la forme de deux tableaux comportant chacun trois colonnes,
- les effets à obtenir à croiser avec les données précédentes pour faire ressortir les points forts et les points faibles,
- les orientations générales et spécifiques de l'étude qui nous concerne,
- enfin le plan d'action résultant du croisement de ces orientations avec les points forts et les points faibles précités. Elle constitue la pièce principale de cette étude.

1- ETAT DES LIEUX: (*pages 2 à 7*)

S'il est incontestable que le Sahel comprend aussi le sud algérien et son prolongement marocain jusqu'à l'Atlantique, on retiendra une définition limitée aux aires de six états, allant de la Mauritanie à l'ouest jusqu'à la Somalie en façade de l'Océan Indien et incluant le Mali, le Niger, le Tchad et le Soudan.

En définitive, le Sahel apparaît à la fois, comme une arrière-cour des pays arabes qui jouxtent la Méditerranée et semblent bien constituer aujourd'hui le véritable « arc de crise », mais aussi comme une vaste zone de transit entre l'Afrique noire et le monde arabe. Son incontrôlable étendue désertique qui offre toutes les possibilités de déplacements discrets ; sa situation géographique, au coeur du continent africain et au contact de nombreux Etats ; son rôle de sas entre les deux mondes, africain et arabe, différents et parfois opposés ; son histoire récente marquée de relations tantôt confiantes, tantôt ambiguës, avec les Etats européens ; sa fragilité économique et son instabilité chronique, font que le Sahel constitue obligatoirement un enjeu majeur pour la France et pour l'Union Européenne.

En effet, il peut représenter tout à la fois une menace, en raison des influences idéologiques et déstabilisatrices qui le traversent, ou offrir de prometteuses perspectives d'échanges culturels, économiques ou même politiques sous réserve d'y promouvoir un réel essor économique, générateur de stabilité.

la France et l'Union Européenne, qui bénéficient encore de relations privilégiées avec certains Etats du Sahel, se doivent d'imaginer et d'y promouvoir une politique concertée de développement économique et de stabilisation politique et en particulier:

- ne pas abandonner à d'autres puissances l'exploitation des ressources agricoles, minières ou énergétiques du continent africain,
- réguler les flux migratoires qui drainent vers la riche Europe des populations en quête de meilleures conditions de vie,
- juguler le lucratif commerce de la drogue, lutter contre les activités terroristes de groupes armés animés par une idéologie religieuse extrémiste ou simplement l'appât du gain.

2- LES RISQUES ET LES DANGERS POUR LA FRANCE ET L'UNION EUROPEENNE (pages 9 à 10)

Les caractéristiques des Etats du Sahel : pauvreté générale, forte croissance démographique, instabilité chronique et conflits, génèrent au plan humain, trois problèmes majeurs pour la France et pour l'Europe:

- **immigration excessive, et notamment clandestine.** Elle apparaît comme une source de surcharges sociales et, le cas échéant, de troubles sociaux. Il ressort, à l'évidence, que notamment en France, les mesures prises pour assurer le contrôle et la régulation de ces flux migratoires aux frontières n'ont pas l'efficacité voulue et que, dans certaines régions, la présence d'un trop grand nombre d'émigrés soulève des problèmes de cohabitation avec les populations autochtones;
- **lutte contre le terrorisme.** Cette vaste zone incontrôlée autorise la présence et l'activité de petites bandes armées, quasi-insaisissables, qui, dans un but uniquement lucratif ou sous couvert d'une idéologie extrémiste, cherchent à porter atteinte aux intérêts des pays européens par le biais de prises d'otages ou d'attentats. Utilisant au mieux les moyens de communication modernes pour exploiter les faiblesses des démocraties et assurer leur propagande, ces groupes armés sont susceptibles, au-delà de la modestie de leurs opérations, d'obtenir le soutien de tout ou partie des populations en prenant appui sur des arguments religieux. Les aspects particuliers d'AQMI et le rôle des Touaregs font l'objet des *annexes 1 et 2*.
- **commerce de la drogue.** La grande pauvreté et l'absence de contrôles conduisent à faire du Sahel une zone privilégiée pour le trafic des stupéfiants venus du Sud de l'Afrique ou des Amériques et destinés aux pays européens. L'appât du gain ou le prix du voyage vers l'eldorado européen favorisent toutes les formes d'acheminement de la drogue, celle-ci constituant un réel danger pour les pays destinataires.

Dans le domaine économique, si le sous-sol sahélien recèle de ressources minières et énergétiques, il faut bien reconnaître qu'à l'exception de la France, les autres pays européens ne considèrent pas le Sahel comme un enjeu majeur. Cependant, et parce que la stabilisation de cette zone sensible et proche de l'Europe passe par un indispensable essor économique régional, la France et l'Union Européenne ne peuvent s'en désintéresser.

Cette exigence s'impose d'autant plus que d'autres puissances, comme notamment la Chine, l'Inde ou les Etats-Unis, s'implantent massivement en Afrique par le biais de nombreux et importants contrats. Or, pour la France et pour l'Europe, derrière le Sahel il y a le continent africain, dont les ressources sont largement sous exploité ...

3- PLAN D'ACTION (pages 11 et 12)

Pour répondre aux défis stratégiques de la zone sahélienne, 6 actions principales et sous-actions déclinables en objectifs ont été identifiées:

1- Intensifier l'assistance à la bonne gouvernance en vue du renforcement des institutions et de la résolution des conflits internes,

2- Poursuivre et intensifier la lutte contre le terrorisme islamique en coopération avec les Etats du Sahel dans le cadre du Comité Africain de Lutte Contre le Terrorisme (CAERT), de L'Union Africaine (UA) et du Comité contre le Terrorisme de l'ONU:

- prendre des mesures préventives pour protéger les ressortissants européens,
- assurer la coordination des politiques des états européens en réponse à des enlèvements,
- poursuivre la mise en place des dispositifs d'observation et de repérage des mouvements suspects en zones désertiques ou de « non droit » des pays du Sahel touchés par AQMI ou les autres organisations terroristes, identifier les bases arrières des terroristes et leurs complicités locales,
- dans le cadre de l'Union Africaine (UA), aider les pays concernés, à éradiquer les foyers terroristes identifiés , à supprimer leurs ressources et leurs moyens d'action (rançons, drogue, armes, ...),
- réexaminer les priorités de défense notamment par rapport à l'Afghanistan,

3- Intensifier les programmes de développement agricoles locaux tendant à assurer la sécurité alimentaire des Pays du Sahel :

- lutter contre la désertification, augmenter les rendements agricoles et les pratiques de l'irrigation dans les zones de cultures traditionnelles,
- intensifier la recherche dans les domaines de l'élevage et de la lutte contre la déforestation,
- améliorer l'accès à l'eau des populations défavorisées, gérer la ressource aux plans quantitatif et qualitatif (stockage, assainissement, ...)
- gérer durablement les ressources naturelles et la protection de l'environnement par la préservation de la diversité biologique terrestre et une gestion concertée des ressources maritimes ou aquatiques (pêcheries organisées suivant le modèle italien, pêche organisée en coopératives, ...)

4- Intensifier l'aide au développement économique ciblé des Pays du Sahel dans le but d'enrayer le départ des habitants et de leur offrir un avenir sur place, ce qui limiterait ainsi l'immigration clandestine et les trafics de tous genres:

- réexaminer les politiques européennes d'aide au développement, leur financement en assurant le contrôle de l'utilisation des fonds...
- calquer l'aide aux Pays du Sahel sur le canevas de la Nouvelle Stratégie de Développement de l'Afrique (NEPAD) en y adjoignant un volet de contrôle de l'efficacité des aides,
- favoriser le développement des petites et moyennes entreprises, les services d'appui logistiques, les partenariats avec les entreprises européennes et enfin les partenariats public-privé pour la réalisation des infrastructures liées aux transports, à l'énergie, à l'eau , à l'assainissement, à l'information,

5- Favoriser l'enseignement dans la langue d'origine des populations (conserver les racines nécessaires au développement et à l'unité des peuples) avec incitation à l'apprentissage d'une langue complémentaire commune (Français , Anglais, ...) nécessaire à la communication et aux échanges avec le monde extérieur :

- intensifier les programmes d'aide et d'éducation sanitaire des populations sédentaires afin de lutter contre la mortalité infantile, la malnutrition, les maladies transmissibles et en particulier le SIDA, la surpopulation et la pauvreté en général,
- intensifier les programmes d'assistance à l'éducation, de l'ensemble des classes sociales, aider à la recherche (réseau africain de centres de recherches et d'innovations technologiques), à l'enseignement supérieur et au développement des réseaux numériques,
- favoriser le développement d'une classe moyenne instruite nécessaire à la volonté d'émancipation des peuples, à l'éclosion progressive de la démocratie, à la lutte contre les fanatismes religieux et à la création d'identités culturelles nationales,

6- Veiller à lutter contre la dépendance partielle de la France et des autres pays de l'Union Européenne, en diversifiant les sources d'approvisionnement en matières premières stratégiques (uranium du Niger, minerai de fer de Mauritanie, ...), en investissant massivement dans la partie sud du Soudan afin de protéger les intérêts de la France et de l'UE , en particulier au sud du Soudan, au Tchad et en République Centre Africaine .

* *
*

A l'heure où la contagion révolutionnaire semble gagner progressivement les pays arabes du sud de la Méditerranée (à la fois nos voisins et nos partenaires économiques), la France et l'Union Européenne, qui disposent encore du bénéfice d'antériorité historique, doivent porter une attention extrême à l'évolution de cette région du Sahel et unir leurs efforts, de façon résolue, pour la stabiliser par une politique de coopération économique bien comprise: c'est l'objet du plan d'action présenté.